

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

L'heure du Conseil d'administration
étais passée...

Quand les anarchistes
commettent des atten-
tats, ils ne s'en prennent
pas à des pierres...
mais aux responsables!

Le Front populaire aux ordres du patronat et des fascistes !

Non ! Nous ne ferons pas les frais de la provocation et de la lâcheté

Veulerie et trahison devant le patronat fasciste

Si la double explosion de l'Etoile n'a pas été organisée par le patronat, il est éblouissant de clarté que celui-ci, par la presse à sa dévotion, se conduit exactement comme s'il en était l'instigateur.

Car à quoi rime cette offensive générale de la presse de droite et même de la presse d'information, contre les anarchistes, qui actuellement représentent évidemment l'opposition la plus dangereuse à la politique de capitulation et d'union sacrée menée par les partis dits de gauche ?

Contre les anarchistes il y a le bloc de tous les réacteurs sociaux et de leurs alliés. C'est ainsi qu'on voit *Choc* du colonel Guillaume d'accord avec *Le Petit Journal* de La Rocque, pour nous dénoncer comme des éléments à réduire. *L'Époque* va jusqu'à demander la suppression de notre Congrès, qualifié pour la circonstance d'international. *Le Petit Parisien* publie des récits horribles sur les « anars » fauteurs de « troubles et d'épouvante (sic).

Et l'on voit le Gouvernement Chauchamps — de Front populaire, n'est-ce pas ? — répondre docilement aux ordres et multiplier les provocations en perquisitionnant chez un grand nombre de nos militants, dont Frémont, Faucier, Guyard, Carpenter, Barzangette, Doutreau, etc.

Cette manœuvre, d'inspiration directement patronale, est d'ailleurs puissamment aidée par l'incroyable lâcheté de la presse ouvrière. *Le Peuple* mérite une mention toute particulière dans ce déclassement général devant le patronat français.

N'a-t-on pas vu le journal officiel de la C.G.T. faire amende honorable et désavouer publiquement un de ses rédacteurs qui avait située exactement les responsabilités en dénonçant le patronat comme le principal bénéficiaire de cette provocation ? Et ce malin mercredi, toute la presse fasciste patronale de jubiler bruyamment devant ce dégonflage indigné !

Cette pitoyable attitude des organisations ouvrières se retournera contre le prolétariat. Il n'y a pas d'exemple que la lâcheté ait jamais été payée de considération. Et quand elle atteint ce degré elle se confond avec la trahison.

Notre congrès sera un grand congrès

Notre Congrès, malgré l'interdiction réclamée par *L'Époque*, s'annonce bien. La représentation tant de la région parisienne que de province sera nombreuse.

Ge Congrès sera le plus important que notre organisation ait tenu depuis de nombreuses années.

Le grand problème espagnol qui sera l'axe des débats sera envisagé avec toute l'attention qu'il mérite. L'action héroïque de nos camarades, leurs réalisations économiques, seront examinées objectivement et sans parti pris; la solidarité qui leur est due s'en trouvera renforcée. Au moment où la répression s'accentue, le Congrès prouvera que la grande famille anarchiste internationale n'est pas qu'un mot.

Un rapport objectif des événements d'Espagne a été envoyé aux groupes, qui pourront juger en toute impartialité. Les autres rapports sur l'activité de l'U.A. et sur le « LIBERTAIRE » seront envoyés à la fin de la semaine.

Nous avons déjà indiqué que nous envisageons les moyens de réduire les frais pour nos camarades de province. Que tous les groupes de province soient donc représentés.

Il est une qualité qui est la marque distinctive des anarchistes : c'est le sens de la responsabilité. Jamais on ne vit des militants poursuivis par la justice bourgeoise, s'abriter derrière les faux-fuyants pour éviter les conséquences de leur propagande.

Ce qui est vrai pour nos militants l'est tout autant pour l'ensemble de notre mouvement. Il n'est pas possible de dire qu'individuellement ou collectivement, les anarchistes se soient jamais dérobés aux conséquences de leurs actes.

Du procès des Trente aux affaires les plus récentes, ce fut, tout le long d'un interminable chapelet de poursuites et de persécutions, la doctrine constante des anarchistes.

Bien que nous n'érigions jamais l'acte individuel en article de doctrine — pour la simple raison, qui relève de l'honnêteté — mais qu'il soit élémentaire, qu'on ne peut conseiller à d'autres ce qu'on ne fait soi-même — toujours nous avons pris sans réserves la défense des nôtres qui tombaient dans cette lutte inégale. Nous disons *inégale*, car à côté des crimes collectifs que perpètre le régime capitaliste et qu'accomplit l'Etat bourgeois à son service — la semaine dernière quinze morts à Meknès... — le bilan des attentats individuels des anarchistes apparaît bien mince... .

On ne s'imagine pas que nous allons soudainement nous renier et que nous allons faire l'itière de ce qui fut, de tout temps, une des raisons de notre prestige.

Seulement, cette revendication de la responsabilité de tous nos actes n'implique en rien que nous acceptions d'endosser ceux qu'il plairait aux provocateurs fascistes, ou policiers, de nous attribuer.

Ainsi l'affaire des deux attentats de l'Etoile. Quoique la politique générale du patronat français depuis un an ait pu expliquer un geste de révolte individuel, il est clair que ces deux attentats ne portent en rien la marque ouvrière.

Que tous les chiens de presse qui, depuis cinq jours, hurlent à nos chausses se le disent : *nous ne marchons pas et nous ne nous laisserons pas faire.*

Ces attentats font trop bien l'affaire du grand patronat pour qu'il soit difficile d'en chercher les bénéficiaires, sinon les inspirateurs.

Il se peut que les arcanes de la politique extérieure des Etats fascistes dissimulent la vraie nature de ces deux attentats, en tout cas

nous notons, nous, la coïncidence de la politique du patronat français avec ladite politique de provocation des fascismes.

L'attitude la C.G.P.F. et de son président Gignoux, mettant en cause à l'occasion de cette affaire, l'*action directe* des ouvriers, montre bien le but de la manœuvre et l'exploitation scandaleuse qui, demain, en sera faite.

Demain, l'épouvantail des bombes à la tolite fera sur la poltronnerie du bourgeois français, le même effet que « *l'homme au couteau entre les dents* », ou les « *détriseurs de carmélites* ».

Par ce moyen, et grâce à la lâcheté des dirigeants socialistes, communistes et syndicaux (qui il nous faut bien aussi dénoncer en passant) chaque fois que les ouvriers gueuleront en lutte ouverte avec leurs exploiteurs, la presse pourrie gueulera sur l'attentat anarchiste et réclamera contre nous poursuites et sanctions.

Que ces messieurs se disent bien, cependant, que nous ne nous laisserons pas « victimiser » sans nous défendre. Pas plus que nous laisserons toucher à nos frères d'Espagne ou d'ailleurs venus chercher chez nous un refuge. Car c'est là le second aspect de cette affaire qui n'est pas moins grave que le premier. Toutes les canailles de la presse de droite, du *Temps au Journal*, en passant par les *Débats*, *l'Époque*, le *Jour*, la *Journal Industriel*, l'*Excelsior*, l'*Écho de Paris*, la *Liberté*, en appelant sur nous les foudres de la police, ont également réclamé de sévères mesures de répression contre les révolutionnaires étrangers et particulièrement les anarchistes.

Ainsi d'une même pire feront deux coups.

Nous laisserons à d'autres le soin de larmoyer et de multiplier les courbettes et les excuses devant le Patronat.

Nous avons un autre souci. Celui de protéger notre mouvement, dont la croissance évidemment inquiète les amateurs de paix sociale et d'union sacrée, et d'empêcher que cette provocation ne serve à démonter complètement les quelques avantages ouvriers acquis par les luttes récentes et passées.

L'Union anarchiste, devant cette double menace, invite ses adhérents à se resserrer autour d'elle. Sans sectarisme partisan, elle invite aussi les révolutionnaires sincères à bien considérer que le mauvais coup qu'on voudrait nous porter, rejaillira sur la classe ouvrière tout entière.

L'UNION ANARCHISTE.

Tamburini n'est qu'un mouchard et un espion fasciste

Les journaux fascistes ont trouvé une bonne diversion pour alimenter la thèse de l'attentat anarchiste : la piste Tamburini. Or, ce Tamburini présenté comme un militant anarchiste, n'est qu'un vulgaire provocateur et espion fasciste. Il est bien connu à Perpignan, et nos camarades de cette ville, l'ayant publiquement démasqué, nous informeront du rôle joué par ce drôle.

Le Libertaire du 8 avril publia toutes informations à ce sujet.

Tamburini, qui a environ 36 ans, natif



La gueule du mouchard

de Milan, fut trouvé à l'époque en possession d'une carte de la Phalange espagnole et d'une carte d'une organisation espagnole de gauche qui ne relève ni de près ni de loin des meilleurs anarchistes.

Ce Tamburini se livrait à l'espionnage des milieux ouvriers dans tout le Sud-Est, et s'accusant de faits imaginaires « donnant » à la police française ses soi-disants complices.

C'est lui qui fit condamner notamment Pasotti. Il était sous les ordres directs du consul fasciste à Perpignan Giardini.

Il est impossible que la police française qui avait eu à le connaître dans la louche affaire du Tunnel de Cerbère n'ait pas, su exactement à qui elle avait affaire.

Aussi l'exploitation qui est faite aujourd'hui de sa fausse qualité d'anarchiste caractérise à merveille le sens que veulent donner à cet attentat fasciste : ceux qui s'en révèlent les bénéficiaires.

Contre la répression en Espagne

Il y en a assez !...

Chaque jour nous apprenons que de nos amis de la C.N.T.F.A.I., après les militants du P.O.U.M., sont traqués en Espagne.

Un bruit, dont l'écho nous inquiète atrocement, circule à Barcelone : notre bon camarade Joaquin Ascaso, emprisonné à Valence, ayant été libéré sur une pression de la C.N.T. menaçant de recourir à la grève générale, aurait été assassiné après sa sortie de prison. Nous voulons croire encore, malgré certains précédents, que ce ne sont que des bruits.

Mais devant tous ces faits, nous devons dire : C'en est assez. C'en est trop ! Nous sommes décidés à parler et nous parlerons.

Aussi tous les militants, tous les sympathisants, tous les antifascistes sincères, seront au grand meeting de protestation organisé par l'Union Anarchiste :

LE VENDREDI 8 OCTOBRE
A 20 H. 30
A LA GRANDE SALLE
DE LA MUTUALITÉ,

C'EST DEMAIN SOIR VENDREDI QU'A LIEU
à la Grande Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor (métro : Maubert-Mutualité)

La Grande Fête

organisée par le
Comité pour l'Espagne
libre

au profit des Orphelins d'Espagne

le Programme

Frehel - Raymond Souplex
Gilles & Julien - Maurice Rostand
Charles d'Avray - René Ruquet
Mme Lemichel du Roy
de l'Opéra-Comique

Adrienne Gallon

Germaine Broullier des Concerts Classiques
Lorenzo Vallverdu Baryton Catalan
Julien-Villain Violoniste (1^{er} Prix du Conservatoire)

Emita Martinez danses espagnoles classiques

Speaker : l'Humoriste Celmas Au piano : le compositeur Fernand Heintz

PRIX
D'ENTRÉE
6 fr.
enfants : 3 fr.

(L'ouverture des portes aura lieu à 20 HEURES)

vous y viendrez tous

En 2^e page lire :

L'HISTOIRE DE FRANCE,
CE MENSONGE...
par Aurèle PATORNI

MALGRE LE FRONT POPULAIRE Le colonialisme français accentue la répression en Indochine

Dix-huit mois de Front Populaire n'ont en rien changé les méthodes sauvages de répression imposées par les impérialistes français. Mettaoui, et l'autre semaine Melles en ont été le sanglant témoignage. En Indochine se poursuit une lutte sociale très intense que les colonialistes réprimant de la plus dure manière. On s'en convaincra en lisant ci-dessous la protestation que nous adressons au Rassemblement Indochinois. Les travailleurs français doivent se solidariser avec leurs frères de couleur opprimés par les mêmes maîtres et joindre leurs protestations énergiques à celle des victimes.

Une vague de répression inouïe déferle en ce moment sur l'Indochine. 220 livres français sont interdits en Annam, interdit au Tonkin la brochure Socialisme contre fascisme; saisie en Cochinchine 2.000 exemplaires du numéro spécial de l'Avant-Garde sur l'histoire du 14 juillet : journeys pour la plupart Front Populaire : Le Travail, Rassemblement, Nhanh-Lua, Duoc Nha Nam (quotidien du Parti Constitutionnaliste), La Lutte (Front Unique Nationaliste Communiste, Trotzkiste), L'Avant-Garde (Intern.), Ha Th. Thoi Bao (quotidien d'information), etc., sont poursuivis ou suspendus, leurs gérants, leurs rédacteurs, leurs imprimeurs eux-mêmes sont jetés en prison !

Sont aussi emprisonnés ou condamnés : L'écrivain national-évolutionnaire Ninh, à cinq ans de prison; 10 ans d'interdiction de séjour, les Conseillers Municipaux de Saigon Tao, 3^e Intern., et Thau (4^e Intern.); à deux ans de prison, le représentant du peuple au Tonkin Phu (Fr. Pop.), à un an de prison et 2.000 fr. d'amende, les publicistes de toutes tendances Tien, Nghia, Ai, Tuong, Chanh, Thu, Vanou, Nguyen. So la militante Thi Linh, le vieux colon Canovsky, gérant de La Lutte, et 62 syndicalistes parmi lesquels le Conseiller Municipal Thach :

De nombreux artisans, employés et petits commerçants tels les marchands de Hanoi qui avaient fermé leurs boutiques pour protester contre les surtaxes municipales : des milliers de paysans « complices » d'avoir défendu leurs terres domaniales contre les spoliations officielles ou d'avoir protesté contre les capitalisations, la gabegie, la réglementation arbitraire du tabac, les régies d'opium et d'alcool (provinces de Hadong, Saravane, Hong-Xuyen, Hv Hoa, My Tho, etc.), plusieurs centaines d'ouvriers et d'ouvrières comme ceux de la cotonnerie de Namdinh, des Mines de Hongay, de l'Arsenal de Saigon, des plantations Michelin... des ateliers de Truong Thanh... tous accusés d'avoir cessé le travail, pour réclamer une légère augmentation de leur misérable salaire, ou pour manifester leur solidarité avec leurs frères de labour et de combat : les délégués des 10.000 chevauzins du Transindochinois qui poursuivent la grève générale.

A l'heure actuelle, le mouvement gréviste se développe nortonnant et la répression, de s'accélérer dans tout le pays. Aucune catégorie sociale n'échappe aux brimades de l'administration impérialiste, toujours farceuse, toujours au service de la Banque de l'Indochine, de la Banque de Paris, des Missions Catholiques, des Charbonnages, des Distilleries des Forêts, des Transports

PEUPLE DE FRANCE

A l'aide du peuple d'Indochine. Exige avec nous sans retard, amnistie totale en Indochine, la suppression des bagnes et des tortures, la liberté de la Presse, le droit d'association et le droit syndical intégral, la convocation du Congrès National Indochinois constitué par les délégués des comités de masse, et qui seul peut décider du sort de l'Indochine selon le principe du droit du peuple à disposer de lui-même.

Soutiens notre lutte, proteste contre la répression du Gouvernement Chautemps qui se fait, aux colonies, le fourrier et l'appui de la pire réaction.

LE RASSEMBLEMENT INDOCHINOIS.

Grève de la faim à Saïgon

UNE LETTRE D'APPEL

Copie de la lettre-avion du Conseiller municipal Thach (communiste dissident) à Truyen, délégué du Rassemblement Indochinois et vice-président du Rassemblement Colonial.

Saigon, le 3 septembre 1937.

Mon Cher Truyen,
Thân, Sô (« La Lutte ») Tao, Hiên, Quang (« Avant-Garde ») font la grève de la faim depuis 5 jours pour protester contre la réfus de leur mise en liberté provisoire. Than et Tao s'étaient pourvus en cassation contre l'arrêt de la Cour d'Appel dont il partit dernièrement. Sô, Hiên et Quang ne sont pas encore condamnés, toujours pour activité journalistique.

L'Etat de Sô et Tao est alarmant. On a dû les transporter à l'hôpital cei après-midi. Le gouvernement a donné aux journaux de longue indigence la consigne formelle de ne pas parler de cette grève même à titre d'information.

Le meeting socialiste-communiste (Padovani, Honeb), n'a pu avoir lieu à l'an-Dinh vendredi dernier comme c'était prévu, le directeur du théâtre a refusé de le louer à la dernière minute.

On vient d'arrêter sept militants syndicalistes du groupe de « La Lutte ». Pour quelle cause, s'ignore totalement. Su dénonciation sans doute, ils sont incarcérés depuis hier.

La presse statinienne déverse sur nous des tas d'ordures. Je l'envoie deux coupures de La Lutte du 29/8/37 édifiantes l'une comme l'autre. Je te serais obligé de renseigner les groupements que tu fréquentes, annanistes et français. Fraternellement :

UNE RESOLUTION DU RASSEMBLEMENT COLONIAL SUR L'ARRESTATION DE MESSALI

Le Rassemblement Colonial informé de l'arrestation en Algérie d'un membre de notre Comité : Messali Hadi, président du Parti du Peuple Algérien,

Vivement ému des circonstances dans lesquelles cette arrestation a eu lieu,

Adresse l'expression de sa sympathie au marin ainsi privé de sa liberté.

El décide d'en appeler au Gouvernement et à l'opinion publique pour que les garanties ordinaires de la liberté individuelle ne soient pas violées et pour que la justice soit la même partout, dans les colonies comme en France.

L'HISTOIRE DE FRANCE, CE MENSONGE...

Quelques années après la guerre, la France se découvrit un nouvel écrivain, s'ajoutant à tant d'autres, pour chanter officiellement « son Histoire » en répétant sous d'autres formes les mensonges traditionnels qui la composent. L'affaire fut magistralement lancée par la mercante littéraire, quand parut l'Histoire de France par Jacques Bainville, la masse des go-gaulois fut persuadée, bien que notre homme eût été exhibé par les guingols de l'Action Française, que faute de le lire les gestes de leurs aieux leur demeuraient à jamais secrets.

Heureusement pour le peuple que, le prix du livre l'effarouchant un peu, il se contente de ce qu'il avait appris à l'école et ne dépasse point, par une nouvelle lecture, les limites de l'intoxication cérébrale qui lui sont assignées par les managers de sa culture. Mais les grandes dames du noble faubourg qui se piquaient cependant de connaître les aventures de leur lignée, toutes celles dont le pedigree remonte aux croisades si l'on ne tient pas compte de l'intervention de soldats rustauds amenés clandestinement dans la couche de leurs grands-mères, toute la chouannerie dont les profils plus ou moins bourbonnais s'avancent en promontoires sous les triangles et les visières des chasses à courre; tout ce qui frétille à la Madeleine, à Notre-Dame et à Saint-François-Xavier en se frottant contre les basanes de l'armée « républicaine », tous les maquereaux à particule en quête d'une douairière et toutes les maritornes en mal de Saint-Cyr, tous et toutes, se signèrent dévotement en prononçant le nom très aimé de Jacques Bainville et décrétèrent que jamais depuis Froissart on avait oui plus fidèle et plus magnifique odyssée de France la douce.

En conséquence, les hobereaux de province, la féodalité industrielle, l'Etat-Major et la petite bourgeoisie firent chorus et ce fut bientôt dans cette société si méprisable et si méprisable une quotidienne symphonie du nouveau troubadour définitivement homologué par sa réception à l'Académie.

Dès lors, plus rien n'exista de l'Histoire de France en dehors de ce qu'il en avait écrit et vous auriez fait sourire en citant Michellet. N'était-ce point normal ? Pourquoi le

Si vous ne connaissez pas les danses classiques espagnoles, Emilia MARTINEZ vous les fera apprécier vendredi soir, à la Mutualité.

Avant-première à notre fête

J'ai eu l'honneur d'être convié à la répétition générale de la fête qui aura lieu vendredi à la Mutualité, et au cours de laquelle sera tirée la tombola qui a été organisée par le « Comité pour l'Espagne Libre » au profit de nos deux cents enfants d'adoption, les petits orphelins de Llensa.

En toute sincérité, je vous dis que ce sera du roman. Mais comment vous le décrire ? Tant pis, j'essaie, en me frottant aussi bien de l'ordre alphabétique que de l'ordre de naissance ! Amateurs ouïsse, je m'en rapporte à ma mémoire, qui est plutôt déficiente.

Fernand Heintz est au piano et voici Mme Lemichel du Roy qui vient vocaliser. Ça va vous faire un de ces jus. Beau succès en perspective. Puis c'est Germaine Broullier. Alors, le pardon ! Amateurs ouïsse, tout à coup une blonde bleue, c'est René Ruquet, tout à coup une blonde blonde, c'est Raymond Souplex qui patousses. Quelques accords, et Emilia Martinez nous présente le classicisme de ses danses espagnoles. Heintz va boire un demi (du moins je le présume) et pendant ce temps Charles d'Avray s'empare du piano et répète pour lui l'égoïste quelquesunes de ses nouvelles œuvres. S'il pouvait nous les dire toutes ! Le pianiste étant en difficultés avec son demi, notre grand ami Maurice Rostand vient, non pas nous interpréter ses œuvres, mais nous les faire comprendre. Tiens, une rondeur !

Les « Chansons de l'Avenir », vont faire paraître, au début d'octobre, les nouvelles œuvres de Charles d'Avray, et vont rééditer les anciennes. Le LIBERTAIRE, aura la primeur pour la diffusion de ces œuvres.

Pressant appel aux camarades et amis du "Lib"

Nous vous avons avertis dans les précédents numéros du Libertaire, des grosses difficultés financières auxquelles nous avons à faire face pour assurer la parution régulière de notre Libertaire.

Les prix ont augmenté de près de 80 % depuis un an chez l'imprimeur, l'expéditeur et les frais généraux nécessités par l'administration du journal ont aussi suivi la courbe ascendante.

Cependant les prix de vente du Libertaire (qui a été augmenté en mai de 20 % seulement) et des abonnements ont été établis voici 10 ans.

A cette époque, il était possible de faire paraître le Libertaire avec un budget relativement restreint et en rapport avec les prix pratiqués dans l'imprimerie, l'expédition des journaux et des tarifs postaux. Aujourd'hui il n'en est plus de même. Il nous faut 6.000 francs au minimum chaque semaine pour sortir le Libertaire.

Pour que le Libertaire continue à paraître sur 6 pages et même parvienne aux huit pages nécessaires, faites-nous des abonnements, adressez-nous votre souscription.

tivité se ralentit, les produits de la vente du Librairie, rentrant avec moins de facilité, la souscription permanente un peu oubliée par les copains, nous sommes en déficit de 2.000 francs par numéro.

Nous avons dû emprunter pour que ce Libertaire et les 3 numéros précédents puissent... Et nous ne pouvons nous trouver chaque semaine devant cette situation.

Il vous appartient, camarades, de faire un effort pour que nous puissions équilibrer le budget du Lib.

Recrutez-nous de nouveaux abonnés. De mandez-nous des carnets d'abonnement.

Intensifiez la vente à la rue.

Et nous vous adressons un pressant appeler pour que chacun envoie son obole à la souscription permanente du Lib.

Pour que le Libertaire continue à paraître sur 6 pages et même parvienne aux huit pages nécessaires, faites-nous des abonnements, adressez-nous votre souscription.

BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE ETRANGER

62 Nos .. 22 fr. 62 Nos .. 38 fr.
28 Nos .. 11 fr. 28 Nos .. 15 fr.

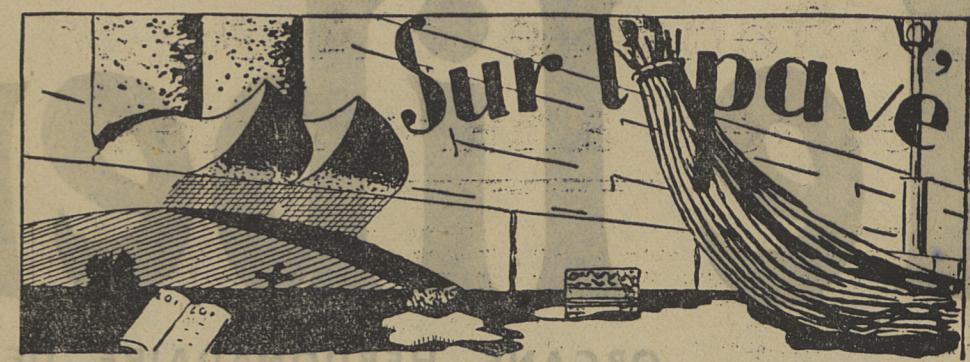
Chèque postal : Société André, Paris 487-88
9, rue de Bondy (19^e)
Téléphone : BOTzaris 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de à partir du pour la somme de

SIGNATURE :

....., le
Nom (1)
Adresse
Ville :
Département :

(1) Ecrire très lisiblement.



Quiproquo ingénue

— Vous avez vu ces deux pauvres victimes du travail ?

— Ah ! oui, hein ! C'est triste d'être ainsi frappé dans l'accomplissement de sa tâche.

— Le Gouvernement devrait bien, tout de même protéger ceux qui, travaillant pour la collectivité, risquent leur vie et souvent la sacrifice.

— Permettez ! Le Gouvernement a bien fait les choses. M. Chautemps, lui-même, est venu saluer les victimes et toute la presse à répandre des larmes du meilleur aloi. D'ailleurs, leurs malheureuses veuves seront à l'abri.

— Là, par exemple, vous m'étonnez. Vous parlez bien, n'est-ce pas, de ces deux ouvriers qui, jeudi dernier, furent victimes d'une rupture d'échafaudage rue Saint-Guillaume, et dont l'un mourut en arrivant à l'hôpital ?

— Mais non, voyons, soyez sérieux. Des ouvriers est-ce que ça compte ? Je vous parle de ces deux malheureux agents qui... que... — ? ? ?

Larue-Michel.

LE CONCIERGE REVIENT DE SUITE

Il y a dans cette affaire beaucoup d'heures coïncidences et celui qui a fait le coup a bénéficié d'une chance exceptionnelle. Les caisses prestement apportées ont été tout naturellement acceptées par les deux pipelets, lesquels se sont aussitôt empêtrés de dégainer.

Car les premiers renseignements ont révélé qu'un des concierges était à Vincennes, chez des parents et que l'autre avait décidé de se rendre à l'Exposition. On a raconté, après coup, qu'il était dans son lit, mais cela paraît bien être une modification voulue pour corser la vraisemblance.

Comme écrit *Paris-Soir*, « ce crime ressemble étonnamment à l'attentat de Cerdère ».

À cette différence près, toutefois, c'est que cette fois-ci, les deux « cerbères » étaient de sortie.

La grande chanteuse réaliste FREHEL sera parmi nous vendredi soir à la Mutualité. Vous viendrez l'applaudir.

L'AVIS DES CONNAISSEURS

Ces deux bombes sont une excellente affaire pour les journalistes et les dispensent de narrer à leurs lecteurs les aventures du serpent de mer. Avec un tel sujet, d'autant plus que de colonies à noirir.

Et chacun de faire des pronostics et d'évoquer « un peu d'histoire anarchiste », comme dit modestement un pluminet de *Paris-Midi*.

De fait, tout le monde accuse les anarchistes, du Temps à l'*Echo de Paris* en passant par *l'Époque*. Et Clément Vautel, lui-même, arguant de sa connaissance en la matière, nous désigne également comme étant les coupables.

Une des meilleures œuvres de Gaston Couté : « Va danser », vous sera interprétée par René RUQUET, vendredi soir, à la Mutualité.

LES MORTS NATURELLES

Quant aux deux fils qui eurent la malchance de recevoir sur les reins les bureaux du Patronat français, leur mort sera également de prétexte à toute une littérature.

Outre *Paris-Soir*, qui nous relate les sombres présomptions, qui agitaient une des épouses, laquelle avait essayé de retenir son mari, sans y parvenir, d'ailleurs, celui-ci ayant déclaré : « Je sais faire mon devoir (hein, ces héros obscurs!) », le *Temps* n'hésite pas à plaindre la vaillante police « déjà si cruellement éprouvée à Clichy ».

Celle-là il faut en convenir, est de taille !

Quant à nous, nous pensons avoir mieux à faire qu'à pleurer la mort de deux assommeurs d'ouvriers. Mort d'ailleurs conforme à la plus rigoureuse logique : quoi de plus normal, en effet, pour un filic que d'être écrasé rue de Presse-bourses ?

Le pur poète qu'est Maurice ROSTAND, se fera applaudir par vous vendredi soir à la Mutualité.

RACOLAGE

Charmante, cette histoire racontée par un rédacteur de l'*Éuvre*.

Le conseiller municipal réactionnaire Trochu recrutait pour Franco.

A part ça il est patriote. France d'abord, nationaliste et vive Jeanne d'Arc.

Le recrutement se faisait discrètement dans les bureaux de Trochu lui-même.

Trochu est le signataire de ces appels demandant aux vrais Français de nettoyer le territoire des métèques et des youpins.

Il les entraîne en les envoyant se faire la main sur les mineurs des Asturies.

L'offensive d'Aragon et les anarchistes

Le gouvernement de Valence et son grand maître Staline se sont enfin décidés à entreprendre sur le front d'Aragon une offensive dont les premiers résultats sont assez satisfaisants. Je ne sais s'ils sont le prélude d'opérations plus importantes, ni si ces opérations réussiront. Mon souci est aujourd'hui, de signaler la position des anarchistes sur ce point concret.

On a rompu le front d'Aragon. Quinto d'abord Belchite ensuite ont été pris sans trop de difficultés. Si l'attaque sur Huesca avait été conduite avec le même sens des réalisations, avec le même esprit, toute la province serait à nous depuis deux mois et demi. Il a fallu cet échec pour comprendre que, même comme chair à canon, il était stupide de se passer de nos colonies. Si on avait voulu faire la même chose, maintenant, l'antifascisme espagnol aurait enregistré une défaite de -lus.

Quinto ! Belchite ! Il y a huit mois au moins que nous avons corré aux oreilles des ministres de la guerre, des états-majors et des Eminences, plus ou moins grises, que ces positions étaient la clef de Saragosse. Elles commandent les routes de la capitale de l'Aragon. Impossible de marcher sur cette dernière sans passer sur elles. Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour les prendre.

La carte détaillée du front montre que Belchite était audacieusement presque encerclée par les troupes que commandait notre camarade Ortiz, établies sur des positions qui pouvaient être coupées d'un moment à l'autre.

On a plusieurs fois attaqué Belchite. Mais que vouliez-vous faire quand les miliciens étaient lancés à l'assaut avec soixante cartouches et que l'on ne restait rien un kilomètre avant d'arriver au corps à corps ? Quant à Quinto, d'où on bombardait Pina il a été attaqué et sur le point d'être pris à deux reprises. Mais à chaque fois, le manque de munitions nous a forcés de battre en retraite quand les -mieres positions étaient enlevées.

Il faut enfourcer le front d'Aragon ! Il faut prendre Quinto, Belchite et marcher sur Saragosse ! C'est le seul moyen de gagner la guerre !

Nous l'avons répété et répété sans cesse. Nous voyions qu'il serait impossible d'avancer sur le front centre, où l'ennemi était bien retranché, où l'ambiance des provinces à conquérir n'était pas activement antifasciste, où les armées n'avaient derrière elles que Madrid, affamé et sans industrie.

En échange, le front d'Aragon avait derrière lui la Catalogne, bien cultillée, ardente à la lutte, et toute la partie des provinces de Teruel, Saragosse et Huesca où l'ardeur était aussi grande. Et l'on marchait sur des villes traditionnellement libérales et révolutionnaires, on avait comme facteur la sympathie active de la population qui nous attend, ainsi que la psychose de vengeance des milliers et des milliers de nos combattants qui se souvenaient de leurs frères de lutte, de leurs pères assassinés.

Les éléments les plus nécessaires existaient. Mais il manquait les armes. On sait pourquoi les bourgeois, les militaires réactionnaires et les bolcheviks nous les refusaient systématiquement et nous refusaient aussi les moyens d'en fabriquer.

Il en est arrivé, c'est un fait connu. Mais elles n'étaient jamais pour le front d'Aragon. Nous subissions un supplice pire que celui de l'anté, en les voyant passer à Barcelone et ailleurs devant nos yeux, et aller où elles étaient très nécessaires pour la défense, mais insuffisantes pour l'offensive.

Nous pouvons le dire maintenant : jus... à l'offensive actuelle le front d'Aragon a été à peu près désarmé. Huit mille hommes n'avaient pas de fusils, et beaucoup ne possédaient que des armes usagées ou sans valeur pour la guerre. Nous n'avions pas non plus de munitions. Il fallait faire aux miliciens, pour ne pas les démolir, la tri... l'abominable réalité. Largo Caballero et Prieto, Negrin et Staline ont incité les fascistes à l'offensive en leur offrant un front parfaitement vulnérable. Nous n'avons eu, pendant longtemps, que trente ou quarante cartouches par homme. Dernièrement la colonne Durruti en avait cent ; il manquait pour les militaires les quatre cinquièmes des munitions réglementaires, et Manzana, qui a... à la tête de cette colonne, me confiait qu'il se serait impossible de tenir contre une attaque bien organisée.

Nous avons été à la merci d'une offensive fasciste. Une attaque comme celle de Malaga ou de Bilbao aurait permis à l'armée fasciste d'arriver en trois jours à Lerida. C'était la conviction logique de nos chefs connaissant la situation. Et nous avons vécu, pendant des mois, dans cette angoisse.

Le front d'Aragon et le front d'Andalousie. Il n'y avait qu'eux. Mais les bourgeois républicains, les staliniens réactionnaires auraient difficilement triomphé de l'ardente force de justice sociale et du tempérament anti-autoritaire des paysans andalous, les plus conscients de tous ceux d'Espagne. Mais ils ne voulait pas donner à la transformation socialiste libertaire l'appoint de villes comme Huesca et Saragosse. On préférait laisser les fascistes avancer.

C'est ainsi qu'ils ont pu le faire. Ce sabotage du front d'Aragon nous a coûté la perte de la Biscaye, de son fer et de ses hauts-fourneaux, la perte de Santander, et nous coûte en ce moment la perte des Asturias et son charbon. Il a coûté en outre un nombre incalculable de victimes, cent mille morts pour le moins, et le double de ... Il nous coûte le prolongement de la lutte dans lequel notre potentiel de guerre a terriblement diminué. Qui sait encore ce qu'il nous coûtera ?

Il sera difficile que nous prenions Saragosse. On a trop donné aux fascistes le temps de se préparer. Ils en ont profité. Pendant des mois, la couverture d'hommes qui défendaient cette ville était si peu dense que des camarades faisaient continuellement la navette, allant les uns, bombes en poche, voir leurs parents, les autres aider ceux qui passaient par groupes s'élevant jusqu'à centvingt personnes, dans le camp antifasciste. Mais maintenant, tout est bien fortifié, et même si l'on enlevait cet objectif, il faudrait payer l'opération de sept ou huit fois plus de victimes qu'elle aurait coûté il y a six mois.

« Des armes pour l'Aragon ! » « Donnez-nous des fusils et nous vous donnerons Saragosse ! » Voilà les mots d'ordre que les

adhérents de la C.N.T. en Catalogne, et nos combattants sur le front ont répétés durant des mois et des mois, pendant que dans le reste de l'Espagne et devant l'antifascisme international, on accusait notre front d'être paresseux et nos camarades, qui se sont fait tuer par milliers et par milliers — vous les savez bien, vous, Français et Italiens, dont les morts du côté de Huesca sont si nombreux, — pour maintenir ou pour conquérir les positions qu'ils occupaient quand, devant la menace d'une catastrophe, les staliniens-bourgeois réactionnaires se sont décidés à donner des moyens d'offensive partielle.

Il faut le souligner : ce sont les mêmes hommes qu'on accusait d'abandonner par la révolution, par révolution, par sectarisme les autres fronts, qui ont pris Belchite. Belchite qui au cours de l'Histoire a soutenu victorieusement tous les sièges, Belchite vaincue pour la première fois, malgré son artillerie lourde et son système de défense perfectionnée, a été prise par les troupes qui commandait Ortiz.

Ortiz a proposé, depuis longtemps et plusieurs fois, le plan d'opérations qu'on développe maintenant. Il a dû, dans les attaques précédentes sur Belchite, envoyer inutilement les hommes à la mort. Maintenant on finit par faire ce que nous demandions. Mais le commandement, le gouvernement, toutes les autorités officielles et officieuses, réelles et apparentes, maintiennent leur tactique de crédit. Tous nous ont accusés de ne pas attaquer. Tous taisent maintenant notre victoire.

Ils l'ont toujours fait. La censure militaire a été dans les mains des staliniens dès les premiers moments. La rédaction des communiqués de guerre aussi. Elle est plus récente en Catalogne. Mais dans le reste de l'Espagne, les hommes de Moscou ont su s'en servir. Ils ont toujours passé sous silence l'action des colonnes anarchistes sur le front de Madrid, qui a été pendant longtemps le plus important de tous, pendant qu'ils portaient aux nues l'action de la colonne internationale.

Et certes, la colonne internationale s'est battue héroïquement ; sans elle, Madrid aurait été pris. Mais sans la colonne Durruti, sans les autres colonnes anarchistes, Madrid aurait été pris également. Ce sont surtout ces deux forces qui l'ont protégé.

Qui l'a su dans le monde ? Presque personne. Toute notre belle jeunesse anarchiste madrilène est à peu près tombée, il en est tombé d'autres fournis, mais les staliniens continuent à faire peser contre nous, devant le monde, l'accusation d'inaction ou de besogne révolutionnaire inopportune. C'est tout ce qu'ils enregistrent à l'actif des anarchistes. Ils ne permettront même pas de signaler l'œuvre constructive des collectivités d'Aragon, car ils sont en train de les détruire, le plus rapidement possible, pendant que nous nous battons, pour qu'il n'en reste plus trace avant que l'Histoire ai pu les enregistrer et retenir leur travail admirable. S'ils ne sont nuls — la colonne internationale n'était composée que de pauvres bougres ou d'hommes de bonne foi qui en général n'entendaient rien à l'orthodoxie moscouïte, et étaient des antisémites avant tout, — s'ils sont nuls pour combattre à l'avant, du moins font-ils à l'arrière, contre les populations sans défense, des flics excellents, qui dévalisent matériellement les collectivités, vidant leurs coopératives et leurs magasins.

L'armée républicaine a pris Belchite ? Oui, pour la forme, oui dans le mensonge historique officiel. Dans la réalité ce sont surtout les anarchistes. Et ils ont pu le faire non parce qu'ils sont sous le commandement unique, déjà vieux de quatre mois, mais parce qu'enfin on leur a donné des armes. Exactement comme à la division Durruti, qu'on a numérotée pour la noyer sous une apparence républicaine, a pris Quinto qui était devant elle depuis si longtemps, et que l'aviation, aux mains des communistes espagnols, ne bombardait presque toujours que la nuit, au hasard, d'une façon lâche et répugnante.

Prendrons-nous Saragosse ? J'en doute, et je vous le dis avec douleur. Elle est bien défendue maintenant, mais ce n'est pas la seule raison. Pour prendre Saragosse il faut compter sur les anarchistes qui sont au front. Il y a toute une population qui nous attend, et nous sentons son appel. Il y a nos fusillés qu'il faut venger. Il y a le souvenir obsédant de notre mouvement qui y était formidable. Il y a l'immense possibilité de réalisation qui s'ouvre devant nous. Il y a la certitude de la victoire sur le fascisme.

Et nous sommes là, soixante mille, qui attendons aussi anxieusement l'ordre de bondir hors des tranchées pour prendre d'assaut les parapets de l'ennemi. Peut-on se passer de nous, peut-on nous remplacer numériquement et trouver des hommes aussi disposés pour le combat ? C'est impossible.

Mais les staliniens et les bourgeois craignent qu'en prenant Saragosse, nos possibilités de réalisations sociales augmentent en proportions géométriques. Et ils hésitent. Ils continueront à louvoyer pour ne pas le faire. Ils se décideront au dernier moment, quand les Asturias seront conquises et que les fascistes

Le Cinéma à notre colonie de Llansa

Pour un prix exceptionnellement réduit, le Comité pour l'Espagne Libre de Paris et le Comité de Défense de la Révolution espagnole de Perpignan viennent d'acquérir un petit appareil cinématographique qui, au cours des journées de loisirs de l'hiver qui vient, distraira la monotonie de séjour de nos enfants adoptifs.

C'est là une réalisation qui réjouira tous ceux qui s'attachent à notre œuvre de solidarité et nous tenons à remercier particulièrement nos amis de Perpignan pour leur aide fraternelle. Cependant, cette semaine encore, pour empêcher le camion qui a transporté le précieux cadeau à nos petits, nous avons dû prélever, pour l'achat de vivres et de vêtements, une somme trop importante pour nos finances, afin de compenser le déficit des dons qui nous parviennent en trop faible quantité.

A tous nos amis incombe le devoir d'intensifier l'effort de solidarité indispensable si nous voulons mener à bien la tâche que nous avons entreprise.

Le Comité pour l'Espagne Libre.

pourront envoyer leurs meilleures troupes pour nous faire face.

Ils continuent à jouer à pile ou face avec la victoire, avec le sort de l'Espagne, et à sacrifier la population du nord après avoir sacrifié celle de l'Andalousie et du centre de l'Espagne.

Spérons encore, puisque ce sont eux les arbitres de la situation, qu'ils comprendront que c'est leur sort aussi bien que le nôtre qui se joue dans cette tragédie, et que ni Mussolini, ni Franco se laisseront vendre à la peau d'âne dont le loup bolchévique se revêt. Entre-temps, le flair ne trompe pas, bien qu'ils soient d'espèces différentes.

Spérons-le, c'est en nous mordant les lèvres, en nous rongeant les poings, en pleurant de douleur et de rage, tout ce que nous pouvons faire. Mais que les antifascistes sincères prennent note de l'exacitude de ce que nous, les anarchistes, de ce que la C.N.T. et la F.A.I., de ce que les milices au drapeau rouge et noir ont dit et répété, désespérément, pendant près d'un an : « Le triomphe n'était possible qu'en attaquant en Aragon. »

Il l'a été pendant longtemps. L'est-il encore ? Staline et son Okrana, qui travaille si bien en Espagne, décideront.

ROBERT LEFRANC.

Les illusions de M. Negrin et la réalité

Juan Negrin, président du Conseil du Gouvernement de Valence, se rendant à Génève, a fait à un confrère du soir des déclarations qui éCLAIRENT d'une lumière crue la politique antiouvrière des politiciens petits-bourgeois qui tiennent pour l'instant le « gouvernement » dans l'Espagne antifasciste. Ces déclarations méritent toute l'attention de la classe ouvrière, non seulement parce que Juan Negrin se dit socialiste, mais surtout parce qu'elles rendent publics les illusions désastreuses que se fait la bourgeoisie espagnole quant à la portée et aux finalités des événements.

Voici un résumé de ces déclarations :

Les antifascistes espagnols « luttent pour la liberté contre les grandes puissances tyraniques qui ont choisi l'Espagne comme champ d'expérience »...

« Nous livrons la bataille de la démocratie contre l'Italie, l'Allemagne et le Portugal aussi bien que contre les rebelles de Franco ».

« Nous avons toujours respecté les droits de la propriété privée. Si, au début des hostilités il y eut certains excès, ils furent commis par des individus et en dépit de nos instructions les plus formelles ».

« Le gouvernement de la République n'a jamais demandé que les églises soient fermées... »

Ainsi, un après le soulèvement fasciste des politiciens espagnols n'ont pas encore compris qu'une révolution ait lieu en Espagne et que cette révolution ne peut avoir pour objectif ni le respect de la propriété individuelle, ni le rétablissement de la puissance de l'Eglise, ni la défense de cette démocratie bourgeoise dont les faiblesses et les trahisons ont permis aux hordes de Franco de massacrer les meilleurs fils du peuple.

Cette méconnaissance de la réalité se traduit sur le terrain social par la persécution et l'emprisonnement de ceux qui barreront la route au fascisme le 19 juillet.

La classe ouvrière n'est pas disposée à laisser étouffer l'effort du prolétariat ibérique. Elle dénonce la politique antiouvrière du gouvernement Negrin et ne se laissera pas intimider par des politiciens sans vergogne.

LES DEBOIRES DE STALINE ET SES AMIS... REFORMISTES

Pendant que les politiciens péroraient à Genève et ailleurs en cherchant à noyer les événements d'Espagne, au plus grand profit du capitalisme international, le prolétariat espagnol résiste avec un bel acharnement tant aux fronts qu'à l'intérieur de ses organisations où les staliniens cherchent à prendre les leviers de commande pour mieux installer la trahison et la défaite (comme à Bilbao et Santander).

La crise du Parti Socialiste espagnol, dont nous avons parlé en son temps, continue à s'aggraver, et ce qu'il résulte de l'insurrection, la colonne Durruti, quoique insignifiante comme effectifs et comme armements, n'aurait pas eu de peine pour rentrer dans la ville de l'Ebre. Mais il ne fut tenté et il ne fut pas difficile au général factieux de closer les Catalans à plus de 15 kilomètres de la capitale de l'Aragon.

Les coupables, parmi lesquels beaucoup ont payé de leur vie un opportunisme qui ne répondait aucunement à la situation révolutionnaire créée par les journées de Juillet, Golubiev pourrait les découvrir sans peine dans le P.S.U.C. Mais laissez courir : je n'écris pas pour représailles, mais pour documenter les lecteurs de ce journal sur des vérités qu'il faut dire même si elles ne plaisent pas.

Si, aussitôt après le 19 juillet 1936, l'insurrection populaire avait suivi partout le rythme de la Catalogne, les milices antifascistes auraient eu le dessus sans effort, et la cause de la révolution sociale y aurait gagné à cent pour cent. Les bases de la révolution ne s'étant pas élargies, il était fatal que la réaction bourgeoise-militaire relevât la tête pour marcher à l'offensive. C'est un facteur que le critique militaire ne devrait pas ignorer pour éviter de tomber dans la cune qui puent le sectarisme en plein.

La faute de non-élargissement des bases de la Révolution doit être partagée : elle est du côté des opportunistes qui, par crainte de se compromettre négocieront avec les révolutionnaires factieux ; mais elle est aussi du côté de tous les révolutionnaires.

En effet, ils n'auront pas le sens exact de la rapidité, se bercant sur les premiers succès. La victoire de la Révolution est toujours subordonnée à la rapidité parce qu'il va de soi que, la surprise faisant défaut, l'ennemi trouve facilement le moyen de se rendre pour la contre-attaque et aussi pour l'attaque.

Les Catalans manquent de rapidité : ils portent les armes en Aragon avec lenteur et insuffisance de moyens.

La colonne Durruti monta vers Saragosse le troisième jour de la Révolution et n'était forte que de 200 hommes, qui furent armés difficilement.

Il y a à se demander, étonné, où étaient les armes de la garnison de Barcelone, forte de 40.000 hommes ; où étaient celles de Lérida ; où, celles de Barbastro, de Girona, centres militaires importants.

A mon avis, le Comité des Milices antifascistes n'a agi ni avec rapidité, ni avec sévérité. Il aurait dû immédiatement établir un inventaire des armes pour éviter des appels de relations entre le P.S. et l'U.G.T.

Verrons-nous un divorce entre le P.S. et l'U.G.T. qui ont toujours été étroitement liés ?

Nous ne le souhaitons pas.

Pendant ce temps, les staliniens viennent d'essayer un échec, retentissant au sein de l'U.G.T. en Catalogne. On sait que pour conquérir la majorité de l'U.G.T., les staliniens n'ont pas hésité d'incorporer dans les syndicats les éléments non salariés de l'organisation patronale C.A.D.C.I.

Ils croient ainsi s'assurer la direction du syndicat des employés de commerce et annexes un des plus forts de l'U.G.T. en Catalogne. Une assemblée générale a été convoquée, selon les meilleures procédures stalinien, c'est-à-dire à l'improviste et en dehors de la direction syndicale qui appartient à la tendance Largo Caballero. De 70.000 syndiqués trois cents seulement se dérangeant pour nommer la nouvelle direction.

La direction authentique, cependant, ne se laisse pas intimider et saisit de l'incident l'U.G.T. dans une longue lettre que nous publierons dans le prochain numéro.

Les employés de commerce qui sont le pilier principal de l'U.G.T. en Catalogne se refusent à suivre les staliniens.

Charles ROBERT.

Pour obtenir le droit au travail et de résidence en France des militants déjà expulsés,

Pourquoi le front d'Aragon restait inactif...

III

Dans les *Investigations* de fin mai, le critique militaire russe Golubiev

Quand le coq gaulois se rebiffe

On connaît maintenant les résultats de la Conférence technique de Nyon. D'une façon générale, on s'accorde à les trouver excellents, en dépit de l'absence de l'Allemagne et de l'Italie. Pour la première, on l'exclut purement et simplement du contrôle. Pour la seconde, on lui offre d'assurer la police de la Mer Tyrrhénienne. Les puissances participantes se partageront la surveillance et interviendront selon des modalités prévues dans une convention dont le détail n'est pas encore connu.

On verra par la suite ce que donnent ces mesures. Attendons-nous, toutefois, à de sérieux mécopes. Malheureusement, la puissance d'expansion des impérialismes ne peut être contenue par une convention, si minutieuse soit-elle. Même si la piraterie devait cesser en Méditerranée, elle renaitrait ailleurs ou prendrait une autre forme. Il est dans l'ordre des choses que l'Italie et l'Allemagne multiplient leurs interventions dans la guerre d'Espagne et appuient sans réserve le général Franco, non point, comme on prétend, pour des motifs idéologiques, mais pour des raisons d'intérêt national. Le torpillage des bateaux marchands est un moyen. Il est classique et peut être efficace. Déjà, le blocus des côtes d'Espagne a abouti à priver la Catalogne de pétrole et de plusieurs autres matières premières, faute desquelles la guerre est impossible. Loin de penser que ce blocus puisse être levé, il faut s'attendre, au contraire, à ce qu'il devienne plus rigoureux. La victoire de Franco est à ce prix.

Dès lors, la Conférence de Nyon pourra bien gêner les gouvernements allemand et italien, elle ne les contraindra pas à abandonner une position à laquelle leur sort est lié. La solution la plus probable est que ces gouvernements refusent de prendre en considération les décisions prises en leur absence. Alors, dira-t-on, l'accord franco-anglais jouera sans eux, c'est-à-dire contre eux. Et les responsabilités seront clairement établies. Peut-être. Mais qui ne voit où peuvent mener de semblables décisions et que ces envois massifs de torpilleurs anglais et français en Méditerranée créent le climat favorable pour un incident grave pouvant déterminer la guerre ? Car on doit avouer qu'une paix est bien précaire qui ne repose que sur la prudence des amiraux promus au rang de gardiens de l'ordre.

Ce qui nous paraît grave, c'est que l'opinion ouvrière, trompée par une presse de parti indigne et qui oublie chaque jour davantage les voies de l'internationalisme prolétarien, fasse chœurs avec nos-pires nationalistes pour approuver une politique aussi dangereusement belliqueuse. N'apprendra-t-elle pas, demain, au premier sous-marin pirate coulé par nos navires ? Nul ne peut croire, écrit de son côté l'organe des fonctionnaires syndicalistes, qu'il suffira de cette manifestation (il s'agit de la Conférence de Nyon) d'une volonté de résistance commune à plusieurs Etats pour mettre un Mussolini à la raison. Fort bien. Alors, ouvrons la chasse aux sous-marins en Méditerranée.

NOTRE LIBRAIRIE

BIBLIOGRAPHIE SUR LA CHINE ET LE JAPON

Maurette. — Tour du Pacifique (Hachette)	12
Maurette. — Aspects sociaux et développement industriel du Japon (Berger-Levrault)	12
Yusuke. — Le conflit sino-japonais (Sirey)	5
Balet. — Que veut le Japon ? Que veut la Chine (Ed. du Temps présent)	10
Labroué. — L'imperialisme japonais (Delagrave)	12
Dautremer. — L'Empire japonais et sa vie économique (Challamel)	20
Malraux. — Les conquérants (Delagrave)	18
Édition illustrée à ...	4
Malraux. — La condition humaine	18

LASHORTES.

Dieu et l'Etat, par Bakounine	1 50
Idées sur l'Organisation Sociale, par James Guillaume	2
L'Internationale, Documents et Souvenirs, tomes 3 et 4, les 2 tomes	40
Histoire de la Commune, par Lissagaray	36
Les Problèmes de la Révolution Proletarienne, par F. Loriot	3
La Déchéance du Capitalisme, par Louzon	0 50
Impérialisme et Nationalisme, par Louzon	12
Culture Proletarienne, par M. Martinet	12
Les Insurrections Lyonnaises (1831-1834), par Jacques Perdu	4 50
Le Révélateur de la Douleur, par A. Thierry	20
Quelques Ecrits, par Ad. Schwitzguébel	6
Les Joyeuses de l'Exil, par Ch. Malato	15
Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinoff	10
La Révolution Russe en Ukraine, par Nestor Makhno	12

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine	9
Le Salarial, par Kropotkine (suivi de A. Mon Frère le Payan, par Elisée Reclus)	12
Anarchisme et Coopération, par Georges Basquier	6
La Liberté individuelle, par Edouard Rothen	13
Les Prisons, par Pierre Kropotkine	20
Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grieffuels	20
Francisco Ferrer, Anarchiste	20
Propos d'Éducateurs, par Sébastien Faure	15
La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure	45
L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, on devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure	45
L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine	13
L'Organisation de la vindictive appelée Justice, par P. Kropotkine	13
Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure	13
Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Maresian	13
Parmi nos Plonnières, 26 portraits, 26 pensées, par Albini	13
La Question Sociale, position de la question, par S. Faure	13
Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes	13
Elisée Reclus, par Han Ryner	13
La Femme Esclave, par René Chauchi, suivi de Dépopulation et Civilisation, par la doctesse M. Pelletier	13
A bas les morts, par Girault (suivi de Le Cuite de la charogne)	15
Les Capitalismes en Guerre, De Briey à la Guerre, par Rihlorn	27
L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine	150

Expliquons-nous franchement

J'ai nettement spécifié, dans mon précédent article, l'abîme qui sépare la guerre entre deux ou plusieurs nations, c'est-à-dire la guerre proprement dite, de la lutte à main armée qui, à l'intérieur du même pays, oppose viollement et tragiquement l'une à l'autre, les deux classes dont les intérêts sont en constant et irréductible dualisme, lutte qui, à notre sens et dans le langage courant, porte le nom de « Révolution sociale ».

À la position adoptée par les adeptes du pacifisme absolu qui se refusent systématiquement à admettre l'existence de cet abîme, je ne trouve que deux explications; et j'ai bien chercher et chercher encore, je n'en découvre pas une troisième. Examinons donc ces deux explications.

* * PREMIÈRE EXPLICATION

Il y a des pacifistes absolus qui ne sont pas partisans de la transformation sociale en profondeur et en étendue, de cette transformation fondamentale et complète que nous appelons, nous, libertaires, la Révolution sociale, transformation politique, économique, intellectuelle et morale, dont nous affirmons l'urgence et la nécessité. Certains milieux du pacifisme absolu vont jusqu'à être — sans le dire — les adversaires résolus de cette transformation.

Je suis loin de penser et je me garde bien de prétendre que, discipes du trop fameux docteur Pangloss, ces pacifistes estiment que « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. »

Je sais que, sensibles, leur cœur saigne des privations et éprouves de toute nature qui subissent les masses laborieuses cruellement exploitées. Je sais que, droite et pure leur conscience se soulève contre les inégalités choquantes et les iniquités révoltantes dont pâtissent des millions de leurs frères en humanité.

Je ne leur adresse donc pas l'injure imméritée de les dire insensibles à un tel état de choses.

Mais ils n'ont pas encore compris que, dans leur ensemble, ces maux affreux sont le fait inévitable des principes qui déterminent la structure sociale présente et la conséquence fatale du jeu des institutions qui régissent le monde actuel.

Ils restent foncièrement attachés à la défense de ces principes et au maintien de ces institutions qu'ils regardent comme indispensables à « l'ordre social ». Ils ont parfaitement le droit de professer cet attachement et de lui être fidèles. Mais, alors, il faut qu'ils aient l'élémentaire loyauté de déclarer et d'avouer que s'ils condamnent la violence mise au service de la Révolution, c'est parce que qu'elle soit violente ou non, ils condamnent la Révolution elle-même.

C'est leur droit, incontestable — et je ne songe pas à le contester, bien que je déploré leur aveuglement — d'être et de rester des « conservateurs sociaux » et, par conséquent des anti-révolutionnaires ; mais,

je ne leur adresse donc pas l'injure imméritée de les dire insensibles à un tel état de choses.

Mais ils n'ont pas encore compris que,

dans leur ensemble, ces maux affreux sont le fait inévitable des principes qui déterminent la structure sociale présente et la conséquence fatale du jeu des institutions qui régissent le monde actuel.

Ils restent foncièrement attachés à la défense de ces principes et au maintien de ces institutions qu'ils regardent comme indispensables à « l'ordre social ».

Ils ont parfaitement le droit de professer cet attachement et de lui être fidèles. Mais, alors, il faut qu'ils aient l'élémentaire loyauté de déclarer et d'avouer que s'ils condamnent la violence mise au service de la Révolution, c'est parce que qu'elle soit violente ou non, ils condamnent la Révolution elle-même.

C'est leur droit, incontestable — et je ne songe pas à le contester, bien que je déploré leur aveuglement — d'être et de rester des « conservateurs sociaux » et, par conséquent des anti-révolutionnaires ; mais,

je ne leur adresse donc pas l'injure imméritée de les dire insensibles à un tel état de choses.

Mais ils n'ont pas encore compris que,

dans leur ensemble, ces maux affreux sont le fait inévitable des principes qui déterminent la structure sociale présente et la conséquence fatale du jeu des institutions qui régissent le monde actuel.

Ils restent foncièrement attachés à la défense de ces principes et au maintien de ces institutions qu'ils regardent comme indispensables à « l'ordre social ».

Ils ont parfaitement le droit de professer cet attachement et de lui être fidèles. Mais, alors, il faut qu'ils aient l'élémentaire loyauté de déclarer et d'avouer que s'ils condamnent la violence mise au service de la Révolution, c'est parce que qu'elle soit violente ou non, ils condamnent la Révolution elle-même.

C'est leur droit, incontestable — et je ne songe pas à le contester, bien que je déploré leur aveuglement — d'être et de rester des « conservateurs sociaux » et, par conséquent des anti-révolutionnaires ; mais,

je ne leur adresse donc pas l'injure imméritée de les dire insensibles à un tel état de choses.

Mais ils n'ont pas encore compris que,

dans leur ensemble, ces maux affreux sont le fait inévitable des principes qui déterminent la structure sociale présente et la conséquence fatale du jeu des institutions qui régissent le monde actuel.

Ils restent foncièrement attachés à la défense de ces principes et au maintien de ces institutions qu'ils regardent comme indispensables à « l'ordre social ».

Ils ont parfaitement le droit de professer cet attachement et de lui être fidèles. Mais, alors, il faut qu'ils aient l'élémentaire loyauté de déclarer et d'avouer que s'ils condamnent la violence mise au service de la Révolution, c'est parce que qu'elle soit violente ou non, ils condamnent la Révolution elle-même.

C'est leur droit, incontestable — et je ne songe pas à le contester, bien que je déploré leur aveuglement — d'être et de rester des « conservateurs sociaux » et, par conséquent des anti-révolutionnaires ; mais,

je ne leur adresse donc pas l'injure imméritée de les dire insensibles à un tel état de choses.

Mais ils n'ont pas encore compris que,

dans leur ensemble, ces maux affreux sont le fait inévitable des principes qui déterminent la structure sociale présente et la conséquence fatale du jeu des institutions qui régissent le monde actuel.

Ils restent foncièrement attachés à la défense de ces principes et au maintien de ces institutions qu'ils regardent comme indispensables à « l'ordre social ».

Ils ont parfaitement le droit de professer cet attachement et de lui être fidèles. Mais, alors, il faut qu'ils aient l'élémentaire loyauté de déclarer et d'avouer que s'ils condamnent la violence mise au service de la Révolution, c'est parce que qu'elle soit violente ou non, ils condamnent la Révolution elle-même.

C'est leur droit, incontestable — et je ne songe pas à le contester, bien que je déploré leur aveuglement — d'être et de rester des « conservateurs sociaux » et, par conséquent des anti-révolutionnaires ; mais,

je ne leur adresse donc pas l'injure imméritée de les dire insensibles à un tel état de choses.

Mais ils n'ont pas encore compris que,

dans leur ensemble, ces maux affreux sont le fait inévitable des principes qui déterminent la structure sociale présente et la conséquence fatale du jeu des institutions qui régissent le monde actuel.

Ils restent foncièrement attachés à la défense de ces principes et au maintien de ces institutions qu'ils regardent comme indispensables à « l'ordre social ».

Ils ont parfaitement le droit de professer cet attachement et de lui être fidèles. Mais, alors, il faut qu'ils aient l'élémentaire loyauté de déclarer et d'avouer que s'ils condamnent la violence mise au service de la Révolution, c'est parce que qu'elle soit violente ou non, ils condamnent la Révolution elle-même.

C'est leur droit, incontestable — et je ne songe pas à le contester, bien que je déploré leur aveuglement — d'être et de rester des « conservateurs sociaux » et, par conséquent des anti-révolutionnaires ; mais,

je ne leur adresse donc pas l'injure imméritée de les dire insensibles à un tel état de choses.

Mais ils n'ont pas encore compris que,

dans leur ensemble, ces maux affreux sont le fait inévitable des principes qui déterminent la structure sociale présente et la conséquence fatale du jeu des institutions qui régissent le monde actuel.

Ils restent foncièrement attachés à la défense de ces principes et au maintien de ces institutions qu'ils regardent comme indispensables à « l'ordre social ».

Ils ont parfaitement le droit de professer cet attachement et de lui être fidèles. Mais, alors, il faut qu'ils aient l'élémentaire loyauté de déclarer et d'avouer que s'ils condamnent la violence mise au service de la Révolution, c'est parce que qu'elle soit violente ou non, ils condamnent la Révolution elle-même.

C'est leur droit, incontestable — et je ne songe pas à le contester, bien que je déploré leur aveuglement — d'être et de rester des « conservateurs sociaux » et, par conséquent des anti-révolutionnaires ; mais,

je ne leur adresse donc pas l'injure imméritée de les dire insensibles à un tel état de choses.

Mais ils n'ont pas encore compris que,

dans leur ensemble, ces maux affreux sont le fait inévitable des principes qui déterminent la structure sociale présente et la conséquence fatale du jeu des institutions qui régissent le monde actuel.

Ils restent foncièrement attachés à la défense de ces principes et au maintien de ces institutions qu'ils regardent comme indispensables à « l'ordre social ».

Ils ont parfaitement le droit de professer cet attachement et de lui être fidèles. Mais, alors, il faut qu'ils aient l'élémentaire loyauté de déclarer et d'avouer que s'ils condamnent la violence mise au service de la Révolution, c'est parce que qu'elle soit violente ou non, ils condamnent la Révolution elle-même.

C'est leur droit, incontestable — et je ne songe pas à le contester

PARIS-BANLIEUE

A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent, chaque fois qu'il est possible, être visées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser trente lignes.

PARIS XIX*

Le jeudi 2 septembre, le 19^e Groupe avait convié ses adhérents et sympathisants à assister à une réunion dans un coin de l'arrondissement que nous n'avions pas encore touché.

Dévaut un auditoire attentif notre camarade Baumann nous fit une causerie très goûteuse sur « le principe de l'anarchisme ».

Chacun partit en se donnant rendez-vous pour le jeudi 9 septembre ; en un mot, belle et bonne réunion de propagande que nous ferons suivre d'autres du même genre pour recruter dans notre arrondissement les plus grands nombreux possible de révolutionnaires, qui dégoûtés des partis politiques se rendront compte que leur anarchisme « c'est la Révolution ! »

Le Groupe.

AULNAY-SOUS-BOIS

L'adhésion de notre groupe à l'U.A. est le préliminaire d'une lutte plus acharnée encore dans notre région, si fertile pour les bonimenteurs de tout acabit.

Plus de temps à perdre dans des discussions oiseuses, résolus que nous sommes à mettre en pratique et en actes librement consentis, l'idéal que d'aucun croient un simple amusement moyé souvent dans des chuchotées ou des manœuvres de chapelle.

Plus de je m'en foute écrivain, plus de catéchisme d'opérettes, plus de girouettes dans nos rangs. Au pied du mur on voit le maçon.

Nous nous refusons à la réverie platonique, le moment est aux actes, aux actes seulement. Que tous ceux qui considèrent notre bel idéal comme une chose sacrée viennent avec nous, car les bonnes volontés ne sont jamais de trop, mais notre appelle s'adresse aux seuls hommes de cœur éprouvés de sincérité et de combativité ; des mystiques en chambre ou des coopeurs de cheveux en 36 nous n'avons qu'en faire.

Nous ne voulons que du sérieux et du proche car mieux vaut une minorité agissante qu'un troupeau de moutons.

Et allons-y pour l'anarchie.

Sail Mohamed.

CARRIERES-SUR-SEINE

Le Groupe de Carrières organise le samedi 25 septembre, à 20 h. 30, au café de la Mairie, à Carrières, une réunion d'information élargie sur les événements actuels d'Espagne avec le concours d'un camarade du groupe, retour d'Espagne. Tous les militants et sympathisants de la région sont priés d'être présents à cette réunion qui sera très intéressante pour la propagande.

COLOMBES

L'Unité (sic) chez les chômeurs
Dans leur assemblée générale du 2 septembre, à la proposition de quelques poivrots, aidés, en la circonscription, par des automates, des exclues ont été prononcées contre des chômeurs et chômeuses qui ne se plient pas volontiers aux usages venant d'ailleurs.

La « V. P. » a inséré l'ordre du jour rempli de menaces, nul doute que les colonnes du « Cri des Chômeurs » auront le même honneur. Toutefois, je défi quiconque, présent l'après-midi à l'ancienne Mairie, voire même le secrétaire du Comité des chômeurs, le nommé Bargibon, ainsi que d'autres, vendreurs de l'« Huma », ent're autres le camarade Lecocq, de me prouver si une seule injure leur a été adressée de ma part.

L'unique reproche que j'ai fait au secrétaire du Comité des chômeurs est qu'il a reconnu lui-même, c'est de se réuni dans la salle du Syndicat des locataires et non à la Permanence des chômeurs.

Tous les raisons de ces exclusions vont plus loin, puisque l'en était avisé avant la tenue de cette assemblée, étant donné que quelques-uns avaient battu le rappel en vue de ces mesures scandaleuses.

De notre part, des tracts ont été distribués aux chômeurs de notre localité pour leur faire connaître la vérité, une série d'articles paraîtront à cette même place, pour tenir au courant les chômeurs, de la façon dont on traînasse pour l'unité, appuyé en cela par les délégués du secteur ouest.

Bien des camarades, plus près d'eux que de moi-même, écourts, m'ont présenté d'appeler plus haut et de ne pas laisser mon cas (notre cas) là. Fort de mon droit, encore plus de mon devoir, je n'en ferai rien. Ayant réussi à nous faire taire dans les assemblées, il nous reste que nos écrits mettront en garde les camarades chômeurs.

O. Descamps.

P.S. — Il reste bien entendu que si je n'avais pas fait partie de la charrette, je me serais élevé de toutes mes forces contre toute exclusion pour délit d'opinion, sauf toutefois pour indécétable.

GOUSSAINVILLE

Où va le Front Populaire ?
Il est réconfortant de voir dans notre localité l'accueil qui fut fait à notre camarade Frémont.

La documentation précise autant que riche de notre camarade, la simplicité avec laquelle elle s'adresse à la foi au bon sens des ouvriers venus à notre réunion constituent un excellent débourrage de crème.

En vérité, il y avait quelque chose de touchant à voir ces camarades qui avaient travaillé dans la journée, sacrifié quelques précieuses heures de leur repos pourtant légitime, pour venir s'éclairer, que sous le régime de F. P. comme sous tous les autres gouvernements, ce ne sont pas les riches qui payent, mais bien les pauvres.

Les anarchistes qui surent en maintes occasions alerter la classe ouvrière pour la cause du prolétariat, doivent redoubler d'effort pour faire comprendre aux fervents de F. P. que ce n'est plus de beugler « l'international » ou la « Marseillaise » ou de lever le poing, mais de chasser à jamais ceux qui se foutent de notre gueule et vivent à nos dépens !

Le Groupe Libertaire.

NOISY-LE-SEC

Chez les Chômeurs

À la suite de la dernière conférence des comités de chômeurs de la région parisienne, le mot d'ordre fut (contre la pause), les chômeurs n'ont pas le temps d'attendre les réalisations du front populaire, la retraite des Vieux, relèvement de l'allocation de chômage, etc., etc.). Tous à l'action, certains camarades nous firent remarquer qu'il n'y avait pas à désespérer, qu'un redressement se faisait. Hélas ! les événements et les faits les contredirent.

Or, depuis quelques temps une campagne active est menée contre ces moscouillons dans l'hébdomadaire « Chambard ». Il en résulte que ces derniers nous accusent sournoisement de cette campagne.

Je me porte fort et garant que les anarchistes d'Amiens sont étrangers aux vérités dévoilées dans ce canard et qu'aucun d'eux ne renseigne ni n'envoie de la copie au « Chambard ».

heureusement que nous sommes habitués à tous les tournants des nacos : mais cela n'empêche pas que nombreux sont ceux qui se refusent à cette combinaison. Mais tout de même, on se préoccupe beaucoup plus au comité de chômeurs des élections à venir que de faire de l'action en faveur de ceux qui sont radiés. Exemple les cinq ou six radiations de l'autre semaine, ou entre autre un pauvre vieux, qui paraît cumulé (c'est la Mairie qui parle).

Voyez-vous ce cumulard de 70 ans qui se permettait de toucher cinq francs au bureau de bienfaisance ! Et cette femme, mère de quatre gosses, membres du comité, radie sous prétexte qu'elle a un an, et réintégree à condition qu'elle se mette en ménage.

Voilà la mairie de Noisy transformée en agence matrimoniale, ce n'est pas mal. Allons les chômeurs, envoyez donc au bain tous ces bonimenteurs, ces endormeurs, car ce n'est que par votre action seulement que vous aurez satisfaction.

Paul Fournier.

STAINS

On communique au Libertaire :

Mercredi 8 septembre dernier, on devait payer aux familles nombreuses la prime d'encouragement. Sei se passe ordinairement à la Mairie, et il n'est point besoin d'insister pour comprendre que toutes ces mères de famille attendent avec impatience ce jour tant désiré pour acheter, qui des chaussures, qui un petit vêtement de leur progéniture, surtout par ces temps de chômage et de vie chère.

Elles étaient, par conséquent, toutes rassemblées, attendant cette œuvre officielle, mais comme il n'avait pas de paie, il y eut des protestations, et cela s'explique.

Sans doute que dans le bureau il y eut quelques accrochages avec des employés de la Mairie, nous n'avons pu entendre ce qui s'y est dit, mais ce que nous avons vu, c'est une employée, que nous aurions cru plus calme, sortir de la Mairie, foncer vers un groupe de femmes qui discutaient sur le trottoir dans la rue, et en gifler une avec rage, à tel point qu'il fallut s'interposer pour éviter à la malheureuse mère une racée, à laquelle elle ne s'attendait certainement pas, car elle n'eut même pas un geste de réaction, tellement elle était surprise.

Quelle sera l'attitude du Maire et celle du Conseil de discipline des employés de Mairie ?

Un groupe de mères de famille ?

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

La parade autorisée

Le bon populo villeneuvois, grand amateur de pétitions, avait la surprise, ces temps derniers, d'apprendre que le maire interdisait toutes parades à la fête foraine de l'avenue. Il n'allait pas tarder à avoir l'explication de cet ukase. Le mercredi 8, nos édiles invitaient les bravos bougres d'électeurs à une parade monstre, baptisée pour la circonstance « compte rendu de mandat ». Tout avait été mis en œuvre pour épater les bons bougres en question : bannières, banderoles, musiques, tout le bric à brac tricolore, démocratique et pompeux, le tout couronné par le « mot d'ordre » du jour : « Vive le parti unique ! », destiné à appâter la volaille sociale pour mieux la plumer.

Le maire commence à dévier son boniment, plus ou moins assassiné de mots d'esprit que lui soufflait le docteur Quenouille, et où il fut surtout question de pognon, de vinaigre et de fiel. Les socialistes en profitent pour leur grade. Jamais ces frères-là ne s'étaient tant engagés ! Aussi, lorsqu'en socialiste, à la suite d'une déclaration hypocrite de Janin, déclarant que la section communiste était prête à fusionner avec les S. F. I. O., le lendemain même, demanda à celui-ci pourquoi il se maintenait aux élections cantonales contre Leducq, le malin évita de répondre et parla d'autre chose.

Si les socialistes n'ont pas compris, il faudra leur faire un dessin ! Mais ce que les copains anarchistes, qui sont de joyeux compagnons, et aimant la rigolade, ont pu se marrer ce soir-là !

Ils n'étaient pas au bout de leur surprise. Après le discours du maire, deux délégués vinrent le congratuler, l'une pour avoir mis des bâches aux lettres aux H.B.M. (!), l'autre, composée d'ouvrières de l'Autol, pour le remercier de son appui pendant les grèves, à la suite de quoi, une d'elles lui remit un bouquet, avec accompagnement de *Marseillaise*. Il y avait de quoi pleurer d'émotion !

Initiale de dire que la réunion se termina par les habiles boufonneries du député, dit « le Gorille », ce qui facilita grandement l'évacuation de la salle.

Assez rigolé. Devant ce débordement de mauvaise humeur, d'hypocrisie et de combines politiciennes, et en attendant le problématique souffle républicain (?) qui doit, paraît-il assainir la magistrature, les anars veulent faire passer un souffle d'air pur sur la sentine politique. Au travail, les gars, le boulot ne va pas vous manquer !

Le Groupe.

VOIX DE PROVINCE

ALGER

Le Cercle d'Education Sociale d'Alger, dont la « Lib » a annoncé la naissance voici un mois, a désormais son local bien à lui, comprenant une vaste salle de réunion et un bureau bibliothèque. Son inauguration a eu lieu dimanche dernier en présence d'un grand nombre de camarades. Le Cercle est ouvert tous les jours à partir de 18 heures. Son programme d'action comporte entre autres choses, la diffusion de la littérature, l'étude de tous les sujets à l'ordre du jour et la critique des partis et des hommes au moyen de causeries et conférences. Des bals pour la jeunesse, des sorties champêtres pour les familles seront organisés aussi fréquemment que possible.

Afin de permettre à tous les camarades militants, d'esprit libre de participer aux travaux du Cercle, ses fondateurs ont décidé de conserver l'autonomie absolue vis-à-vis des diverses tendances libertaires tout en s'efforçant d'entretenir avec chacune d'elles des relations suivies et amicales.

Les camarades amis et sympathisants d'Alger et environs sont invités à se faire inscrire sans tarder. S'adresser au local, 6, rue Lacanau, à Alger.

FEDERATION ANARCHISTE D'ALGERIE (U.A.)

Les groupes de l'intérieur et les camarades libertaires isolés sont invités à se mettre en rapport d'urgence avec le secrétaire provisoire, en vue de la constitution définitive de la fédération. Adresser la correspondance au Secrétaire de la fédération, au Cercle d'Education sociale, 6, rue Lacanau, à Alger. Une permanence fonctionne tous les lundis, mercredis et vendredis, de 18 à 20 heures.

AMIENS

Avertissement sans frais

Il n'est pas un secret pour les syndiqués que l'Union Départementale ainsi que l'Union locale des Syndicats Confédérés depuis le fameux Congrès dit d'unité, sont gérées exclusivement par des communistes.

Les camarades anarchistes d'Amiens et des environs en ont été soignement éliminés.

Or, depuis quelques temps une campagne active est menée contre ces moscouillons dans l'hébdomadaire « Chambard ». Il en résulte que ces derniers nous accusent sournoisement de cette campagne.

Je me porte fort et garant que les anarchistes d'Amiens sont étrangers aux vérités dévoilées dans ce canard et qu'aucun d'eux ne renseigne ni n'envoie de la copie au « Chambard ».

Nous avons assez de travail en ce moment sans nous occuper des affaires plus ou moins propres de ces organisations ; du reste, au Congrès nous aurons certainement notre mot à dire à ce sujet.

Nous ne sommes pas des manœuvriers et nous signons nos articles ; nous prions Cabochette de rechercher parmi son entourage quelles sont les fourbes, les hypocrites et les jesuites ? Il les trouvera certainement.

Ch. Legry,
ex-trésorier de l'Union locale Confédérée d'Amiens.

BERNAY

Dernièrement, à la gare de Bernay, l'autorail était bondé, et parmi les voyageurs se trouvait un aveugle qui sollicitait une place assise, comme c'est son droit. Clemenceau a dit : « Ils ont des droits sur nous », en parlant des combattants de la Grande Guerre.

Il est donc tout naturel qu'ayant des droits, il soit tout naturel que l'autre ait des droits.

Mais ce n'est peut-être pas l'avis du Chef de gare de Bernay, qui parle d'appeler les gendarmes et, bousculant notre camarade — car l'aveugle est porteur de l'insigne de l'U. A. — le traite de salopard en lui disant que sa place est à la bagne.

Il n'est pas nécessaire de se tourmenter les ménages pour chercher à quelle catégorie de gens appartient ce chef de gare, notre région normande en est infestée.

Les Dorgères, les La Roque et les Doriot ont ici leurs recrues, et il est bien regrettable que la foule des voyageurs présents n'ait pas protesté et remis vertement le chef de gare à sa place.

Cela n'empêche qu'il peut se tenir pour averti que sa manière de faire ne durera pas aussi longtemps que les contributions, qu'il y a encore, dans le coin, des hommes dignes de ce nom qui sont tout prêts à le prouver.

Un Protestataire.

LILLE

Camarades ! Les vacances sont terminées, il sagit maintenant de se mettre au travail.

Nous avons d'abord les élections cantonales qui doivent servir à notre propagande. Ensuite, il faudra, pour cet hiver, reprendre les réunions de cette année, organiser des controverses avec les groupes politiques et syndicaux d'avant-garde.

Dans notre prochaine assemblée, nous parlerons de tout cela et établirons le programme de notre activité. La date en sera fixée dans le prochain numéro.

Préparez-vous à la lutte, camarades, elle sera dure, mais portera ses fruits.

R. B.

P.-S. — Il faut que tous les carnets de tombola soient rentrés avant vendredi 17 au soir. Si nous avons d'abord les élections cantonales qui doivent servir à notre propagande. Ensuite, il faudra, pour cet hiver, reprendre les réunions de cette année, organiser des controverses avec les groupes politiques et syndicaux d'avant-garde.

Dans notre prochaine assemblée, nous parlerons de tout cela et établirons le programme de notre activité. La date en sera fixée dans le prochain numéro.

Préparez-vous à la lutte, camarades, elle sera dure, mais portera ses fruits.

R. B.

P.-S

M. Gignoux exige...**Le gouvernement fait pression...****Et la C.G.T., forte de 5 millions d'ouvriers prêts à la lutte, fait... des excuses.****Défendons le Syndicalisme**

Pour reprendre un mot de Clavier, secrétaire du Syndicat « Il est des abîmes qu'il faut que l'on crève », j'ai jugé que le moment est venu de crever l'abîme. Voyons d'abord la constitution de cet abîme. Une convention collective signée en juillet 1936, convention bien incomplète, comme la plupart, et de ce fait constamment violée par le patronat des brasseries. Déjà en décembre, cinq copains de chez Schmitz furent licenciés malgré six jours de grève qui coûtaient au patron de cette boîte, la bagatelle de 5 millions francs ; cette solution boîteuse (pour ne pas dire honnête) d'un conflit du travail, semblait prouver au prolétariat de la brasserie que l'on pouvait, à la place de quelques billets de mille, se débarrasser des éléments les plus combattifs.

Après les nouvelles violations de « La Lutte » et « Dumesnil », quand tous les délégués responsables décideront la grève générale, le lundi 5 avril, les patrons crurent à une menace sans effet. Ils étaient tellement habitués à nos capitulations. Maintenant mes camarades brasseurs, veulez-vous examiner avec sang-froid et objectivité le déroulement de ce conflit ?

D'abord localisé à « La Lutte » et « Dumesnil », le deuxième jour, le patronat de cette boîte viola les engagements pris devant l'inspecteur du Travail Willems et le commissaire de police du 13^e en embauchant des jaunes, membres du S.P.F., véritables provocateurs sortant les camions chargés, revolvers aux poings, sous l'œil protecteur et bienveillant des flics et des gardes mobiles, c'est en vain, que Mauvais et Le Gall, conseillers municipaux sont alertés et interrogés, la provocation continue et nos camarades grévistes sont refoulés à chaque esquisse d'intervention jusqu'au métro Corvisart et même place d'Italie, par les forces de police aux ordres du patronat.

Les mêmes incidents se renouvelèrent partout : occupation de la rue d'Aubervilliers par la garde mobile qui permet aux bières de province d'affluer sur Paris, descente de la police de Versailles sur la Brasserie de la Meuse à Sèvres, occupation de la « Brasserie Vallée » d'Arcueil par la garde mobile et pendant que se déroulent tous ces événements quand j'allais protester au ministère de l'Intérieur, demandant la neutralisation des boîtes se livrant à la provocation, les responsables de la Fédération (n'est-ce pas Gilles-Beauprand, n'est-ce pas Chaperain) n'avaient pas le temps de s'occuper de ce conflit ?

Quand la Fédération se décida à prendre enfin position, c'est-à-dire le 17 avril, le matin, Chapelain affirmait la volonté de la Fédération de poursuivre et soutenir moralement et finalement la lutte jusqu'au bout, le soir à 17 heures, après une ultime demande au ministère du Travail, (précédée de plusieurs coups de téléphone), Gilles avait trouvé une solution élégante : il fallait que nous 1.500 copains reprisent le travail, tout en limitant l'impossible pour limiter les dégâts. Ainsi devait les doléances d'un représentant du ministère affirmer que la grève coûtait au fisc, un million par jour, (arguant aussi de représailles par le patronat), nos bolchevik-syndicalistes lâchaient alors et c'est à cette jolie besogne que l'on voulait me convier. Limiter les dégâts dans un conflit qui s'avérait comme un succès, alors que par la lâcheté (pour ne pas dire plus) des Gilles et consorts, on a permis un précédent qui malheureusement fut suivi, nos camarades des échafauds viennent d'en faire la désastreuse expérience.

Si c'est là la néo-syndicalisme 1937, si le mouvement ouvrier doit être subordonné à une formation gouvernementale quelle qu'elle soit, si en un mot on veut sortir de l'autonomie, alors il se trouvera comme en Espagne révolutionnaire des hommes animés du vrai idéal syndicaliste-révolutionnaire pour rappeler aux politiciens de tout acabit que la liberté n'est pas une pureté.

Au Congrès de la Fédération qui se tient ces jours-ci, souhaitons que nos camarades de l'alimentation en profitent pour faire connaître à leurs dirigeants leur désir de revenir au Syndicalisme, lutte de classes, qu'ils en profitent également pour balayer tous ceux qui essayent de faire de l'organisation syndicale un tremplin pour leurs visées politiques.

RAYMOND QUESNEL,
ex-secrétaire du Syndicat général
de l'alimentation.

GROUPES D'USINES**RENAULT-BILLANCOURT**

Reunion mardi 21, à 17 h. 30, au Tabac, 39, quai du Point-d'Jour, angle rue des Peupliers. Présence indispensable de tous les adhérents. Appel à tous les sympathisants.

CHEZ PANHARD ET LEVASSOR

Les camarades et sympathisants peuvent se mettre en relation en assistant à la première réunion, pour la formation d'un groupe d'usine, le 25 septembre, à 9 heures du matin, au « Libertaire », 9, rue de Bondy.

A L'USINE DES EAUX DE SAINT-MAUR

Les copains anarchistes et sympathisants travaillant à l'usine des Eaux de Saint-Maur sont priés de se mettre en relation avec le camarade Mazel, bâtonnier à l'Entreprise Lang.

CITROËN-15^e

Les graves problèmes qui posent maintenant leurs énigmes à la classe ouvrière ne seront pas résolus sans de grandes difficultés. Dans les événements à venir, les anarchistes seront appelés à jouer un rôle de tout premier plan et doivent dès à présent se préparer à cela et faire le compte de leurs possibilités d'action, envisager les moyens d'action et les méthodes dont ils pourront user dans les événements qui pourraient survenir.

Un groupe est constitué régulièrement à Javel et réunit déjà de nombreux camarades de différents ateliers ou services.

Nous désirerions que tous les camarades travaillant dans les Usines Citroën du 15^e se mettent en rapport avec nous pour organiser la propagande et l'action.

Le groupe se réunit tous les jeudis, à 17 h. 30, au Café « L'Ancre de Marine », 115, quai de Javel. Répondez nombreux à notre appel... A. Lagier.

le libertaire syndicaliste

Marchés de dupes !

Sous la Cisaille

La note en question concerne la réglementation de l'embauchage et du débauchage. Nous voudrions qu'on nous démontre en quoi les garanties de sécurité ouvrière sont renforcées.

Et, comme il était ais de le prévoir, la proposition de Jouhaux concernant les sanctions — « qui ne peuvent évidemment être unilatérales » — n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Chautemps déclare que « le refus de se soumettre à l'arbitrage ou d'exécuter la sentence arbitrale... entraînera l'application de sanctions d'ordre pécuniaire ».

Ainsi, lorsque des travailleurs se dresseront spontanément, abandonnant leur travail, pour exiger la réintégration d'un des leurs frappé pour son activité syndicale, la C.A. de la C.G.T. admettra de velours à signifier aux secrétaires de la C.G.T., qu'il entendait obtenir, à brief délai, l'évacuation des usines occupées, et comptait sur leur collaboration pour faire respecter la loi.

Il leur a déclaré, sans rire, « qu'une telle illégalité était d'autant plus inadmissible que le gouvernement se préoccupait justement de protéger la classe ouvrière contre toute violation par les patrons des conventions collectives. »

Cependant, son espoir ne fut pas déçu. La majorité de la violation des conventions collectives avait été la plus flagrante, la S.I.M.C.A., à direction fasciste, la plus importante usine occupée était évacuée deux jours après sur l'insistance des dirigeants syndicaux.

D'autre part, la Commission administrative de la C.G.T. a engagé, bien légitimement et sans autre consultation, la responsabilité de l'organisation en déclarant d'approuver unanimement les termes et l'esprit de la note gouvernementale.

Nous supposons que chacun a pu remarquer que s'en serait douté ?

Comme un seul homme, la presse à sa dévotion, a déemandé des poursuites contre les « extrémistes » et les « excitations incessantes » des dirigeants ouvriers du moment où la classe ouvrière va exiger des garanties pour le renouvellement des conventions collectives, s'il avait voulu trouver un prétexte pour tenter de discréder le mouvement ouvrier, le patronat n'aurait pas eu à faire accompagné.

Enfin, Chautemps a félicité « la classe ouvrière du noble esprit de solidarité qu'elle vient de manifester en acceptant de participer, par un sacrifice volontaire, à cette réforme si humaine. » (référant des vieux travailleurs).

Or, tout le monde sait — Jouhaux et ses collègues du C.N. le savent mieux que personne — que la classe ouvrière n'a rien accepté de tout sur ce point précis. Ce sont ses dirigeants qui, sans lui demander son avis, ont décidé que, puisque les riches se refusaient à payer aux vieux une

retraite équitable, ce serait elle qui ferait les frais de ce nouvel échec en fournissant une heure de travail par semaine, c'est-à-dire en commençant elle-même le sabotage des 40 heures, tandis que les chômeurs attendront un peu plus le moment d'entrer dans la production.

De ce nouveau marché de dupes, la classe ouvrière va-t-elle encore accepter de faire les frais ?

Dans les sommets des deux camps et au sein du gouvernement, on ne paraît d'ailleurs nullement pressé d'aboutir. Le Conseil des Ministres a déclaré qu'il ne pourrait arrêter les décisions à prendre qu'après les consultations et les négociations envisagées. Ça peut donc durer longtemps.

D'ici là, espérons que l'action ouvrière aura su palier la carence de ses chefs de file. Le renouvellement des conventions collectives en fournira l'occasion.

Qu'elle s'inspire de l'activité du patronat qui, lui, ne chôme pas et qui a su mettre à profit les « attentats » dont il se présente victime.

C'est la manière classique qui ne saurait tromper que les naïfs.

Comme un seul homme, la presse à sa dévotion, a déemandé des poursuites contre les « extrémistes » et les « excitations incessantes » des dirigeants ouvriers du moment où la classe ouvrière va exiger des garanties pour le renouvellement des conventions collectives, s'il avait voulu trouver un prétexte pour tenter de discréder le mouvement ouvrier, le patronat n'aurait pas eu à faire autrement.

Devant les provocations des uns et les capitulations des autres, la classe ouvrière a besoin de tout son sang-froid, de toute sa vigilance pour poursuivre avec succès la voie de son affranchissement.

Qu'elle ne s'en laisse pas détourner.

N. FAUCHER.

La note mal taillée proposée au C. C. N. par Jouhaux, et qui consistait à faire fusionner les organes de tendance pour empêcher de s'ensemeler la querelle provoquée par la colonisation syndicale semble n'avoir satisfait personne.

Cette politique de l'autruche serait d'ailleurs la pire des choses et laisserait le champ libre aux colons staliniens qui, derrière leurs déclarations de loyalisme, n'en continuent pas moins leurs manœuvres.

Cela semble bien être l'opinion de « Syndicats » qui, malgré les concessions faites par Belin au C. C. N., paraît décidé aujourd'hui à ne pas abandonner la partie et lance au contraire un nouvel appel aux défenseurs de l'indépendance du mouvement syndical.

Si cette reprise de la lutte pour l'indépendance devait être menée de la même façon à l'égard de « tous les gouvernements » ainsi que le préconise la charte d'unité, nous nous en réjouissons, ciel, doublement. Mais cela... c'est une autre histoire.

Un récent numéro de « Syndicats » est d'ailleurs symphonique à cet égard. Belin commence à regretter, un peu tard, que l'on ait permis à l'échelon fédéral et syndical, le cumul des fonctions politiques et syndicales condamné par le congrès de Toulouse et qui menace de nous conduire à l'auto-détruction du mouvement syndical.

Dumoulin, lui, nous conte comment le débat sur la colonisation allait être étouffé au C. C. N. sans son intervention et dénonce les « insinuations malveillantes » de Frachon accusant les défenseurs de l'indépendance syndicale de faire, par leurs protestations, le feu du patronat.

Il est grand temps de barrer la route aux naufragés du syndicalisme.

Tout au long d'un article leader du « Peuple », Lucien Laurat s'évertue, statistiques à l'appui, à démontrer que la production française a sur-tout à recréer, un peu tard, que l'on ait permis à l'échelon fédéral et syndical, le cumul des fonctions politiques et syndicales condamné par le congrès de Toulouse et qui menace de nous conduire à l'auto-détruction du mouvement syndical.

C'est clair comme un tas de boue, comme dit l'autre. Nous aurions préféré entendre le secrétaire confédéral indiquer que ce redressement devait s'opérer sans porter atteinte aux conquêtes ouvrières. Ces confusion voulues sont pleines de dangers. Les travailleurs ne manqueront pas d'y veiller.

Le Service de publicité de la C. G. T. a fait apposer sur les murs de la capitale une affiche joliment illustrée invitant les visiteurs de l'Exposition à se rendre à la Maison du Travail où « son bar, son restaurant, sa terrasse unique » les attendent impatiemment.

Nous ne saurons qu'encourager les travailleurs à se rendre à cette chaleureuse invitation. Ils se rendront compte de la façon dont la C.G.T. encourage dans son domaine la lutte contre le Vie ouvrier, par le prix des consommation et du restaurant, où l'on ne peut manger raisonnablement à moins de 30 ou 40 francs.

Nos dirigeants ignorent-ils à ce point le pouvoir d'achat ouvrier, ou recherchent-ils seulement la clientèle bourgeoise ?

Ces sanctions, proposées au Gouvernement par la C.G.T., nous dit Jouhaux, ne peuvent évidemment, être unilatérales... Tu parles si on s'en rend complètement ! surtout si elles sont prononcées par des cocos du genre de ceux qui à Merville (Pas-de-Calais), viennent de sanctionner 15 ouvriers à payer à leur patron le montant de huit jours de salaire pour s'être mis en grève sans préavis à la suite du renvoi de deux délégués d'atelier.

Si c'est un coup d'essai, c'est vraiment un coup de maître, pas vrai Leon ?

SAVEZ-VOUS QUE ...

L'ENQUETE sur la production se poursuit. Nous verrons dans quelles conditions et où l'on veut en venir en définitive.

Apportons-y toutefois notre contribution par quelques chiffres que les patrons eux-mêmes se chargent de nous fournir.

« La production française de fonte s'est élevée, en juin dernier, à 685.000 tonnes contre 666.000 tonnes pour le mois précédent.

Pour l'acier, la production a été de 683.000 tonnes contre 654.000 tonnes.

Pendant le premier semestre, la production a atteint 3.819.000 tonnes pour la fonte et 3 millions 932.000 tonnes pour l'acier au lieu de 3.100.000 tonnes et 3.357.000 tonnes respectivement pendant la période correspondante de 1936.

NDISPUTABLEMENT la production française va son petit bonhomme de chemin en dépit des cailleraies patronales. Une série d'enquêtes, de larmes et de plans se suit même dangereusement chez les capitalistes de l'Uma, Syndicats, Peuple et Vie ouvrière.

Rassurons-nous.

L'indice de la production métallurgique qui est de 83 en 1935 est de 106 en juin 1937. L'indice du caoutchouc passe de 784 à 833, celui de l'automobile de 403 à 433. L'indice général lui-même s'établit à 102 contre 94 pour la moyenne de 1935.

On voit que malgré les 40 heures, les congés payés, la faiméante bise connue des ouvriers organisés, la production française est en progression régulière.

Nous signalons d'ailleurs aux enquêteurs que 300.000 chômeurs ne demandent qu'à entrer dans le cycle de la production.

Disons pourtant que l'indice du bâtiment est en régression, tombant de 68 en 1935 à 58 en juin 1937.

Une importante étude sur la situation de l'économie française a été consacrée par le grand journal conservateur anglais, The Times. Il se déclare d'accord avec la politique de relèvement des salaires menée par le gouvernement Blum, pour « restaurer les marchés intérieurs privés de pouvoir d'achat », d'accord également avec la reconnaissance des droits syndicaux et les contrats collectifs.

Mais tout ceci n'est qu'amusement banal, propre à toutes les démocraties bourgeois et à la démocratie anglaise en particulier, qui, en dépit d'une lutte de classe très aiguë, a su conserver et faire respecter des priviléges monstrueux par des avantages de détail consentis aux organisations ouvrières.

Maintenant les choses sérieuses :

« Si l'on veut pleinement tirer parti de l'amélioration budgétaire, employeurs et employés doivent se réunir, constater la situation et coopérer à produire le plus possible au prix le plus bas qui soit conciliable avec le niveau de vie amélioré que les travailleurs ont pu se faire accorder.

Nos syndicats semblent profiter de la leçon. Mais ici encore quelques points à relever. La production, c'est comme la patrie. Tous les gens « raisonnables » s'accordent à l'élever, l'adorer, la chanter, la dévorer, mais, chacun avec l'effort, l'amour, la voix et la peau des autres. A l'usine, le produire le plus possible au prix le plus bas des

plan se heurtera toujours au producteur le moins possible au prix le plus élevé de l'ouvrier. Ceci n'est pas de la démagogie, mais la transcription matérielle du Bien-être et l'indépendance des syndicats. C'est de la vie réelle. Et bien qu'on ne fasse pas de statistique sur la sueur du peuple, les lumières des Syndicats et de la Vie ouvrière ne peuvent pas ignorer. Mais quel malheur pour les techniciens de l'Enquête que sous les chiffres et les graphiques on voit toujours cette sacrée sueur de l'ouvrier mondial qui vient gâcher le plaisir.

Le plan de 4 ans est donc appellé à échouer sur tous les fronts.

Produits de remplacement. Trop chers, mauvaise qualité, solution impraticable en temps de paix.

Équipement militaire. Palliatif, article de propagande bien plus que solution efficace.